



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/43/587
2 septembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session
Points 12, 39, 82, 83, 84 et 86
de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE : PROGRAMME D'ACTION DES
NATIONS UNIES POUR LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT
DE L'AFRIQUE, 1986-1990

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT

ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE DEVELOPPEMENT

ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE ET SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE

Lettre datée du 2 septembre 1988, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la République démocratique
allemande auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration du
Ministère des affaires étrangères de la République démocratique allemande sur
l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique
et le développement de l'Afrique, 1986-1990.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette
déclaration comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des
points 12, 39, 82, 83, 84 et 86 de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire,

Vice-Ministre des affaires étrangères,

(Signé) Harry OTT

* A/43/150.

88-21887 5800P (F)

/...

6P.

ANNEXE

Déclaration du Ministère des affaires étrangères de la République
démocratique allemande sur l'exécution du Programme d'action des
Nations Unies pour le redressement économique et le développement
de l'Afrique, 1986-1990

1. La République démocratique allemande se félicite des efforts déployés par les Etats africains et de la contribution apportée par l'Organisation des Nations Unies en vue du redressement de la situation économique critique en Afrique, conformément au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, tel qu'il figure dans la résolution S-13/2, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa treizième session extraordinaire. Ce programme définit les grandes orientations à donner à l'action menée par les Etats d'Afrique au niveau national et de la coopération prévue entre les Etats d'Afrique et les autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour faire face à la situation économique d'urgence qui sévit dans plusieurs pays africains et promouvoir le développement socio-économique général en Afrique. Il convient de noter cependant que, pour l'instant, l'exécution du Programme d'action n'a guère progressé. Les lourdes conséquences du passé colonial de l'Afrique demeurent particulièrement sensibles dans le domaine économique, où elles sont aggravées par de nouveaux types de dépendance à l'égard de l'étranger, résultant notamment des formes de dette extérieure propres à ce continent. Les publications des Nations Unies et les rapports du Secrétaire général publiés récemment, par exemple l'Etude sur l'économie mondiale, 1988, le rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique, le rapport publié en février 1988 par d'éminents experts financiers sur les apports financiers à l'Afrique et le rapport du Secrétaire général sur le transfert net de ressources des pays en développement vers les pays développés (E/1988/64) sont révélateurs à cet égard. Cette tendance se manifeste notamment par la baisse, en valeur absolue, du revenu par habitant dans les pays d'Afrique. Par ailleurs, dans les pays au sud du Sahara, les apports financiers externes ont diminué d'environ 6,5 milliards de dollars par an entre 1985 et 1987 par rapport au début des années 80 et les importations par habitant sont tombées au niveau d'il y a 20 ans. La détérioration continue des termes de l'échange de ces pays, qui persiste depuis 1981, la réduction de l'aide publique au développement et des investissements privés ainsi que le ratio très élevé du service de la dette et, depuis 1983, d'un exode net des ressources pour l'ensemble de l'Afrique, font que la situation macro-économique est encore plus défavorable qu'au moment de l'adoption du Programme d'action.

C'est à la communauté internationale tout entière qu'il appartient de relever le défi de la situation économique critique qui persiste en Afrique. La paix, la sécurité, le désarmement, la stabilité politique et le progrès socio-économique sont les conditions préliminaires indispensables au succès du développement économique du continent africain. La réalisation des objectifs découlant de la relation entre le désarmement et le développement et la mise en oeuvre du principe du "désarmement pour le développement" revêtent une importance particulière pour ce continent.

/...

2. La solidarité, l'assistance et la coopération mutuellement avantageuse sont des principes fondamentaux de la politique étrangère de la République démocratique allemande. Reconnaissant que les pays d'Afrique ont besoin d'être aidés par des mesures internationales appropriées dans leur politique de développement économique et social au niveau du continent, la RDA y contribue dans les limites de ses possibilités. Elle s'efforce en particulier de créer l'environnement politique et économique indispensable à toute solution à long terme des problèmes économiques et sociaux des pays d'Afrique. Dans cette entreprise, elle considère que la paix, la sécurité et le désarmement sont des conditions fondamentales pour le succès du développement de l'Afrique.

Une réduction des dépenses militaires à l'échelle mondiale libérerait des ressources financières et matérielles qui pourraient être engagées dans la lutte contre le sous-développement, la faim et la maladie.

La République démocratique allemande attache une grande importance aux efforts déployés par les pays d'Afrique pour trouver des solutions politiques aux conflits existants et pour empêcher l'éclosion de nouveaux conflits. Elle considère que la République sud-africaine doit d'urgence abandonner sa politique d'agression et de déstabilisation contre les Etats et les peuples d'Afrique australe, politique qui suscite de graves tensions économiques et sociales et paralyse le développement.

La République démocratique allemande se félicite des accords auxquels ont abouti les récentes négociations entre l'Angola, Cuba, l'Afrique du Sud et les Etats-Unis sur l'indépendance de la Namibie, y compris la décision commune de proposer au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 1er novembre 1988 comme date de mise en application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. La RDA a maintes fois préconisé l'application de cette résolution et manifesté sa solidarité avec la lutte des peuples de la région pour une Namibie indépendante. Elle encourage donc toutes les mesures qui pourraient aboutir à un règlement pacifique en Afrique australe. Il serait également propice au développement de reconnaître le droit de chaque peuple du continent de choisir son propre mode de développement économique et social et de le suivre sans ingérence extérieure.

Tout aussi important pour le redressement économique et le développement de l'Afrique est le climat économique qui entoure le développement. C'est pourquoi la RDA se prononce activement pour la démocratisation des relations commerciales, économiques, monétaires et financières internationales. Le problème de la dette extérieure exige une solution équitable à l'échelle mondiale, solution qui serait conforme aux intérêts des pays en développement tout autant qu'elle tiendrait compte des nécessités d'une évolution équilibrée et harmonieuse de l'économie mondiale.

La République démocratique allemande considère que les efforts qu'elle déploie pour préserver la paix, renforcer la sécurité internationale et assainir les relations économiques mondiales constituent, pour les pays d'Afrique, un soutien dans leur lutte contre le sous-développement et pour la croissance et la prospérité.

/...

3. L'aide matérielle et financière que la République démocratique allemande accorde aux gouvernements et aux mouvements de libération nationale dans les limites de ses moyens et de ses possibilités et conformément aux orientations du Programme d'action des Nations Unies est aussi une preuve de sa solidarité agissante avec les peuples du continent africain. Pour 1986 et 1987, cette assistance s'est élevée à près de 750 millions de marks et elle devrait atteindre 370 millions de marks en 1988.

L'assistance de la République démocratique allemande est principalement axée sur l'agriculture, les industries nationales et la construction d'une infrastructure viable, notamment dans les domaines de l'enseignement, de la formation professionnelle (élémentaire et spécialisée) et de la santé publique. La RDA appuie donc l'action menée par les Etats d'Afrique pour mettre en valeur leurs ressources humaines. Elle considère en outre que la mise en valeur des ressources humaines devrait aussi revêtir une importance primordiale dans l'exécution du Programme d'action, car l'élimination de l'analphabétisme et l'éducation et la formation d'une main-d'oeuvre nationale compétente sont à la base d'un développement socio-économique soutenu.

Plus de 6 000 ressortissants africains ont reçu une formation professionnelle élémentaire ou spécialisée dans des entreprises et établissements de la RDA en 1986 et 1987, 3 000 autres seront admis en 1988. En 1986/87, 2 850 Africains poursuivaient des études dans des universités et établissements universitaires de la RDA. Cette formation est gratuite pour les stagiaires et étudiants; elle est financée par le Gouvernement de la RDA. De plus, des organisations non gouvernementales - syndicats, organisations de jeunes ou de journalistes; associations sportives, coopératives et collectivités religieuses - offrent des activités éducatives spécialisées, assumant les dépenses afférentes à cette forme utile d'assistance.

Dans le cadre de ses activités d'assistance aux pays d'Afrique l'an dernier, la République démocratique allemande a surtout envoyé dans ces pays des enseignants et des conférenciers, du personnel médical et infirmier, des ingénieurs diplômés, des experts en économie, des mécaniciens agricoles et des moniteurs d'enseignement professionnel. En 1987, 417 Africains ont bénéficié gratuitement de traitements, avec ou sans hospitalisation, dans des établissements médicaux ou de cures dans des stations climatiques et thermales de la RDA.

La République démocratique allemande aide de diverses manières les Etats africains de première ligne dans leurs programmes nationaux et régionaux de développement économique et social. Elle le fait à la fois au niveau bilatéral et dans le cadre des activités de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe. Elle aide aussi ces pays en fournissant des vivres et d'autres approvisionnements essentiels pour les réfugiés d'Afrique du Sud et de Namibie qui sont tributaires de leur hospitalité.

4. La République démocratique allemande a immédiatement fourni une assistance économique à des pays africains qui se trouvaient dans des situations d'urgence exceptionnelles, notamment l'Angola, le Mozambique et l'Ethiopie. La valeur totale des biens et services fournis par la RDA au Mozambique au titre de la solidarité

/...

entre 1981 et 1987 a atteint 278 millions de marks; elle représentera quelque 28 millions de marks en 1988. Le volume global de l'aide que la RDA apporte à l'Ethiopie depuis 1983 pour lutter contre les conséquences de la sécheresse catastrophique représente 130 millions de marks. L'aide fournie par la RDA depuis 1981 à l'Angola au titre de la solidarité a atteint 48,7 millions de marks. Chaque fois, l'assistance a été financée au moyen de fonds provenant du Gouvernement, de la Croix-Rouge et des Eglises de la RDA et, surtout, de dons du public.

5. La politique économique suivie par la République démocratique allemande à l'égard des pays d'Afrique a pour objet d'entretenir des relations à long terme stables et prévisibles, fondées sur les principes de l'égalité souveraine des partenaires, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'avantage mutuel. Conformément aux orientations du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, la RDA fait porter sa coopération économique, scientifique et technique ainsi que ses échanges commerciaux avec les pays d'Afrique sur l'agriculture, les projets de rééquipement et d'expansion des industries de transformation et de fabrication, les transports et les communications, la fourniture d'équipements métallurgiques, le secteur du bâtiment et l'industrie des matériaux de construction, ainsi que le secteur de l'énergie. La République démocratique allemande a exécuté un grand nombre de projets de coopération bilatérale dans ces domaines depuis la treizième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il s'agissait de projets très divers, depuis des cimenteries, des usines textiles, des minoteries, des installations d'extraction et de traitement des minéraux, des centrales électriques et des ateliers de mécanique de précision et d'optique, jusqu'à des centres de formation agricole. La construction de telles installations se poursuivra en 1988.

6. Pour les pays d'Afrique en développement, la République démocratique allemande constitue un marché pour leurs produits traditionnels et non traditionnels, compte tenu des capacités de l'une et l'autre partie. Elle achète des produits agricoles et, de plus en plus, des produits semi-finis et finis de l'industrie légère. La RDA tient à élargir l'éventail des marchandises importables et à suivre l'accroissement de la capacité d'exportation d'articles semi-manufacturés et manufacturés des pays d'Afrique en développement.

Les relations commerciales et économiques de la République démocratique allemande avec les pays d'Afrique en développement sont fondées sur des accords et des mécanismes intergouvernementaux, le plus souvent à long terme, ce qui renforce la stabilité et la prévisibilité des liens ainsi créés. Les commissions économiques mixtes établies avec nombre de pays, qui tiennent périodiquement des réunions et délibérations, contribuent à renforcer et à élargir les relations économiques et commerciales. Des crédits à long terme ont été accordés à certains pays d'Afrique afin de faciliter leur développement économique.

7. La République démocratique allemande considère que le développement des échanges commerciaux ainsi qu'une coopération économique, scientifique et technique stable et fondée sur l'égalité avec les pays d'Afrique en développement sont le meilleur moyen de soutenir les efforts déployés par ces pays pour mettre en place et maintenir des infrastructures socio-économiques efficaces, moderniser leur

/...

agriculture, poursuivre leur industrialisation et surmonter leurs difficultés économiques. Dans les limites de ses moyens, la RDA poursuivra sa coopération avec les Etats africains et son assistance à ces pays.

8. La République démocratique allemande estime que, lors de sa prochaine réunion, le Comité ad hoc plénier de l'Assemblée générale chargé de l'examen et de l'évaluation du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique devra en priorité déterminer pourquoi la situation économique et sociale critique persiste en Afrique malgré les efforts considérables entrepris par les pays africains et les mesures d'appui prises par la communauté internationale. Dans ce contexte, il est essentiel d'examiner les aspects économiques du développement de l'Afrique en tenant compte de leurs relations avec les aspects politiques et sociaux. Il faut accorder une attention particulière à la mise en valeur des ressources humaines. A cet égard, la RDA considère que la Déclaration de Khartoum de mars 1988, relative à certains aspects du redressement socio-économique et du développement de l'Afrique, représente un élément important du suivi du Programme d'action des Nations Unies et elle devrait être dûment examinée dans le cadre des travaux du Comité ad hoc plénier. En outre, l'une des tâches prioritaires du Comité ad hoc plénier devrait être l'élaboration de mesures efficaces propres à créer un environnement international favorable au redressement économique et au développement de l'Afrique. Il s'agirait notamment de mesures visant à régler le problème de la dette extérieure de l'Afrique, à mettre fin à la sortie nette de ressources de l'Afrique et à accroître le flux des ressources vers l'Afrique, ainsi que d'accords dans le domaine du commerce international des produits de base, susceptibles d'assurer aux pays africains des recettes d'exportation stables.

9. La République démocratique allemande appuie les activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies et par tous les organismes des Nations Unies en vue de l'exécution du Programme d'action. La Réunion commune du Comité administratif de coordination et du Comité du programme et de la coordination (CAC/CPC) tenue à Genève au début juillet 1988 et la seconde session ordinaire de 1988 du Conseil économique et social ont démontré une nouvelle fois qu'une coordination efficace de toutes les activités de l'ONU et des divers organismes des Nations Unies est de la plus haute importance si on veut utiliser le potentiel et les possibilités de l'Organisation et du système, tant pour faire face aux situations d'urgence que pour atteindre les objectifs à long terme de la stabilisation économique et du développement.

Pour cette raison, la République démocratique allemande est d'avis qu'en poursuivant l'exécution du Programme d'action, l'Organisation des Nations Unies et ses organes ainsi que les divers organismes des Nations Unies devraient concentrer leurs efforts sur les tâches qui revêtent une importance fondamentale lorsqu'il s'agit de trouver des moyens de résoudre les problèmes socio-économiques de l'Afrique, qui se traduiront par une bonne coordination de toutes les activités pertinentes du système et qui permettront donc d'obtenir des résultats concrets conformes aux intérêts du redressement économique et du développement de l'Afrique.

Berlin, le 10 août 1988.